

QUESTIONS D'ASSURANCE

CHANGEMENT CLIMATIQUE ET DÉVELOPPEMENT DURABLE

En raison du changement climatique, l'impact d'événements tels que les inondations, les tempêtes, les sécheresses ou les vagues de chaleur ne cesse de croître, affectant les Européens et leurs modes de vie. La gravité et la fréquence de ces phénomènes ne vont cesser d'augmenter, entraînant des pertes économiques sans précédent et multipliant les risques qu'un nombre croissant de personnes ne soient pas correctement protégées contre ces catastrophes.

Les assureurs jouent un rôle crucial non seulement dans la lutte contre les effets du changement climatique, en augmentant la résilience des personnes et des entreprises grâce à leur couverture, en encourageant l'adaptation au climat et en conseillant les autorités sur la gestion et la prévention des risques, dans une certaine mesure par le biais de partenariats public-privé, mais aussi en contribuant à limiter le changement climatique. En effet, en formant l'un des plus grands groupes d'investisseurs institutionnels, les assureurs contribuent à financer la transition vers une économie neutre en carbone, sobre en ressources et plus durable.

Le déficit mondial de protection contre les catastrophes naturelles est d'environ 139 Md\$ par an et les pertes annuelles moyennes sont passées de 126 Md\$ (1990-1999) à 219 Md\$ (2010-2020).

Source: [GFIA, 2023](#)

Avec l'assurance...



Une transition verte «zéro émission nette»

Les assureurs favorisent la transition vers le «zéro émission nette» en proposant une couverture d'assurance pour les projets d'énergie renouvelable et en investissant de manière significative dans ces projets.



Une garantie de couverture et de protection en cas de sinistre

Grâce à l'indemnisation des pertes encourues, l'assurance permet de surmonter rapidement les sinistres climatiques. Cette aide permet aux communautés touchées de se reconstruire et de se rétablir au plus vite, réduisant ainsi les impacts socio-économiques à long terme des événements climatiques extrêmes.



Une véritable capacité d'adaptation

Les entreprises d'assurance s'associent régulièrement avec les gouvernements et les collectivités afin d'élaborer des plans globaux d'adaptation et de résilience au changement climatique. Ces initiatives consistent notamment à évaluer les faiblesses, à identifier les actions prioritaires ainsi qu'à mettre en œuvre des mesures visant à protéger les vies, les biens et les infrastructures critiques face aux risques climatiques.

Des changements de comportement

Les conseils, la tarification et les conditions de couverture peuvent inciter les individus et les entreprises à adopter des pratiques plus résilientes face au changement climatique. Par exemple, des réductions de cotisations peuvent être accordées aux assurés qui mettent en œuvre des mesures d'atténuation des inondations, tandis que des primes plus élevées peuvent être exigées pour les bâtiments situés dans des zones à haut risque, incitant ainsi à ne pas construire dans ces zones.

Sans l'assurance...

Une perte de résilience à la suite d'un sinistre

Si le coût des catastrophes liées au climat est supporté uniquement par les personnes touchées, cela peut conduire à leur ruine financière et nuire à leur résilience.

Un risque accru d'inadaptation

Si les assureurs ne partagent pas leur expertise et leur expérience en matière de gestion des risques avec les pouvoirs publics ou le secteur privé, ceux-ci seront davantage susceptibles d'entreprendre des projets ou construire des infrastructures inadaptées.

Un manque d'investissement dans la transition écologique

Selon l'Agence européenne pour l'environnement, le *Green Deal* européen devrait nécessiter des investissements à hauteur d'environ 520 milliards d'euros par an jusqu'en 2030. Sans investissement privé, y compris de la part d'investisseurs institutionnels clés tels que les assureurs, la transition verte ne sera pas possible.



Les efforts d'atténuation et d'adaptation au changement climatique seraient gravement entravés, et les coûts ainsi que les conséquences des catastrophes naturelles seraient répercutés de manière disproportionnée sur les individus et la société dans son ensemble.

CULTIVER UNE CULTURE DE L'ANTICIPATION ET DE LA SENSIBILISATION AUX RISQUES

Avec l'accélération du changement climatique, des événements autrefois inimaginables deviennent de plus en plus fréquents. Les assureurs sont directement concernés car leur capacité à fournir une couverture dépendra de plus en plus des efforts déployés pour réduire les émissions de gaz à effet de serre (GES) et adopter de solides mesures d'adaptation. Ces efforts nécessitent une action conjointe de la part des entreprises, y compris des assureurs, des citoyens et des autorités publiques. Ils supposent également de faire des choix difficiles, comme la limitation de la construction dans les zones inondables. De telles décisions, qui appellent à une bonne compréhension par les décideurs des défis liés au changement climatique, ont des conséquences économiques difficiles à court terme mais sont cruciales pour renforcer la résilience climatique à long terme. Il est tout aussi essentiel de veiller à ce que les citoyens et les entreprises soient bien informés des risques auxquels ils sont confrontés, afin d'agir et de s'adapter en conséquence.

La compréhension, la gestion et la réduction des risques sont également essentielles dans le contexte de l'utilisation, du stockage, de l'élimination et du recyclage des batteries. En effet, la transition écologique nécessite l'utilisation massive de batteries (lithium-ion) dans tous les secteurs économiques. Les dangers liés à ces batteries sont tels que certaines des activités qui y sont liées sont difficilement assurables aux coûts attendus par les assurés. Les efforts doivent ainsi se concentrer sur la réduction des risques, notamment par une amélioration de la prévention, de la sensibilisation aux risques ainsi qu'à leur gestion. Pour y parvenir, les assureurs, les décideurs politiques et les principales parties prenantes, telles que les usines de recyclage des déchets électroniques, doivent unir leurs efforts. L'enjeu est de taille : réussir ou non la transition écologique.

LES ASSUREURS PEUVENT ALLER ENCORE PLUS LOIN...

Comment les décideurs politiques peuvent-ils aider les assureurs dans leur mission de protection ?

Accélérer l'adoption de mesures adéquates d'adaptation au climat à tous les niveaux, de l'individu à l'État.

- Les décideurs politiques devraient proposer des conseils sur la manière dont les citoyens et les entreprises peuvent améliorer leur résilience, en encourageant l'adoption de mesures de réduction des risques et en incitant les citoyens ainsi que les entreprises à prendre en compte les risques potentiels auxquels ils sont confrontés, eux et leurs biens.
- Les décideurs politiques devraient instaurer une obligation de fournir des informations sur les risques aux acheteurs et locataires potentiels de bâtiments.
- Les décideurs politiques devraient revoir les règles en matière d'aménagement du territoire et d'urbanisme, ainsi que les codes de construction, afin qu'elles intègrent pleinement les aléas climatiques.
- Les décideurs devraient être encouragés à prendre, le cas échéant, des décisions d'arbitrage, par exemple en décidant de ne pas construire dans des zones à risque, même si cela implique à court terme de renoncer à une opportunité économique.
- Les particuliers et les entreprises devraient être incités à rendre leurs biens plus résilients face aux risques climatiques tels que les tempêtes et les inondations, par le biais de moyens pédagogiques, de subventions et d'allègements fiscaux. Les décideurs politiques devraient également encourager les gouvernements à soutenir ces mesures et à créer un environnement fiscal favorisant la souscription de contrats d'assurance et les efforts de résilience ; encourageant ainsi les assureurs à envisager des baisses de cotisations.

Poursuivre les efforts afin de renforcer le dialogue entre toutes les parties prenantes.

- Il est essentiel que les décideurs politiques poursuivent leurs efforts en vue de garantir une bonne compréhension des risques climatiques, et favorisent également une approche holistique permettant d'identifier les meilleures pistes à suivre dans la lutte contre le dérèglement du climat.
- Il s'agit également de favoriser des initiatives visant à accroître l'assurabilité des risques émergents, par exemple en élaborant des lignes directrices ou des normes impliquant toutes les parties prenantes. Ces initiatives pourront par exemple prévoir des normes favorisant des constructions résilientes ou contribuant à réduire les risques liés à l'utilisation croissante des batteries lithium-ion, au recyclage des déchets électroniques et aux panneaux photovoltaïques.

Créer un « centre d'expertise en matière d'assurance » au sein de la Commission européenne, qui servirait de pôle de connaissances pour les Directions Générales.

- Ce centre veillerait à ce que les risques liés à toute initiative législative soient dûment pris en compte, de manière à atteindre les objectifs fixés sans compromettre l'assurabilité et, par extension, la résilience climatique.

Comment les décideurs politiques peuvent aider les assureurs dans leur rôle d'investisseurs de long terme

Se concentrer sur la mise en œuvre des obligations les plus décisives et des rapports ayant le plus d'impact, puis s'assurer de l'efficacité des nouvelles règles.

- Bien que le secteur de l'assurance soutienne de façon générale les nombreuses initiatives politiques de la Commission européenne en matière de durabilité, qu'il s'agisse de finance durable ou de *reporting*, il est essentiel qu'elles soient conçues et mises en œuvre de façon à orienter les investissements privés vers la transition et à accroître la transparence. Dans certains cas, il est nécessaire de revoir leur conception pour s'assurer que les exigences énoncées sont adaptées et réalisables. Il est également essentiel que le cadre garantisse la sécurité juridique et une période de stabilité pour les acteurs des marchés financiers, les consommateurs ainsi que pour les entreprises bénéficiaires d'investissements.

Permettre aux assureurs de continuer à jouer leur rôle d'investisseurs de long terme.

- Il s'agit notamment d'éliminer les obstacles réglementaires qui empêchent les assureurs d'offrir des produits, des garanties et des investissements de long terme, y compris des investissements dans les projets nécessaires pour réaliser la transition verte.